

Michel Tubiana « l'Autre »
Espace « Je & Nous » Campement Urbain
Grand Palais
Samedi 17 juin 2006 12h30

Lévinas dit, si j'ai bonne mémoire, le visage de l'autre est le Sinaï d'où procède la voix qui interdit le meurtre. Ce qui m'intéresse là, c'est une espèce d'absolu de l'autre qui fait que l'autre est à la fois celui auquel on ne touche pas et celui qui fonde notre propre existence et notre propre responsabilité. Dans cette phrase de Lévinas, il y a l'affirmation de la sacralisation de l'autre, cette sacralisation me paraît importante parce que, non seulement elle fonde, quelque part la vie en société, mais elle fonde cette vie en société sur le rapport à l'autre et non pas sur le rapport à dieu.

Non pas que Lévinas n'ait pas eu un rapport à dieu, loin de là, mais au fond, il rend profane quelque chose qu'il sacralise en même temps ; il l'éloigne de la personne de dieu et fonde le rapport humain sur l'existence de l'autre, dieu étant mis ainsi de côté.

C'est un appel extraordinaire à la vie sur terre, non pas au ciel, c'est un appel extraordinaire au fait de vivre au quotidien concret dans le rapport à l'autre sans aucune référence métaphysique.

C'est aussi fonder notre propre liberté sur l'existence de l'autre : il ne peut pas y avoir de liberté si notre vis-à-vis n'exerce pas la sienne et si nous ne sommes pas responsables de la responsabilité de l'autre. C'est un fondement de la vie sociale, mais c'est aussi un fondement du rapport à l'autre qui permet d'éloigner les dégoûts naturels : l'autre n'est pas nécessairement sympathique, n'est pas nécessairement agréable. On peut ne pas aimer l'autre, ce n'est pas être raciste, on a le droit d'avoir des goûts et des couleurs et dire que la tête de quelqu'un ne nous revient pas ou que le caractère de quelqu'un nous est insupportable. En affirmant ce caractère principal de l'autre, on affirme en même temps que si l'on veut exercer sa liberté, on devient responsable - au-delà des goûts et des couleurs- de ce que l'autre fait et de comment l'autre existe. Bien évidemment, c'est un jeu de miroir. Postuler que l'autre existe dans ses libertés et ses responsabilités implique que l'autre nous reconnaisse nous-même dans notre liberté et notre responsabilité.

Si j'ai eu envie de parler de ça, c'est parce que je pense effectivement à un niveau un peu concret qui dépasse très largement la question des goûts et des couleurs. Nous sommes de plus en plus, de manière paradoxale, dans des rapports sociaux où le rapport à l'autre devient de plus en plus difficile, devient de plus en plus exclusif , devient de plus en plus fondé sur le rejet et

non pas sur l'acceptation de l'autre. Je dis « de manière paradoxale » parce que, au fond, les tendances lourdes du monde c'est, au contraire, de la reconnaissance d'un seul monde, l'existence de l'autre comme un soi-même juste à côté. L'extension de la rapidité des communications, la diffusion de l'information y compris dans ce que cela peut avoir de mercantile - commerce des marchandises ou finance - impliquent un rapprochement à l'autre. Mais ce rapprochement n'est en définitif que factice car c'est un rapprochement qui n'est pas fondé sur un rapport humain mais sur un rapport marchand.

Bien évidemment, le rapport marchand ne définit pas l'humanité, il ne définit pas l'échange, le rapport à l'autre en soi. Il n'en est qu'une des modalités, une des modalités non pas inintéressante, mais une des modalités des plus médiocres qui soient, si je devais porter un jugement de valeur au regard des autres.

En même temps, nous assistons à des formes de repli, à des formes de peur qui vont trouver à s'exprimer dans le rejet de l'autre. Je vais laisser de côté l'exploitation de ça parce que, qu'il y ait des gens qui l'exploitent, c'est nauséabond mais ça n'a rien de neuf et je crois qu'on pourrait remonter à la naissance de l'humanité, que l'on verrait exactement la même chose chez ceux qui détenaient le pouvoir. Ce qui peut être un peu plus étonnant, c'est quand même cette capacité extraordinaire à l'oubli de l'humanité. On sait ce que la négation du rapport à l'autre entraîne, la destruction de l'autre et de soi-même. Encore une fois, il y a une « dialogie » entre l'autre et soi-même et la négation de ce rapport, de cette « dialogie » me paraît être totalement porteuse de mort, de destruction.

Et ça, l'humanité a une capacité extraordinaire à l'oublier.

Le génocide du Rwanda n'est pas si vieux que ça. Y compris dans les mécanismes que nous connaissons aujourd'hui, dans les sociétés occidentales, dans les sociétés qui sont les nôtres, le rejet de l'autre, dont on sent bien qu'il va jusqu'à la mort, jusqu'à la violation de cette interdiction suprême que j'évoquais à propos de Lévinas, est redevenu possible, est redevenu d'actualité.

Ce rapport presque incestueux avec la mémoire, que l'humanité entretient, est pour moi une interrogation permanente. C'est difficile à vivre, parce que ça installe une société de peur, une société de méfiance, une société où le rapport à l'autre n'est plus un rapport – encore une fois, je ne fais pas d'angélisme, le rapport à l'autre n'est pas nécessairement emprunt d'empathie - non seulement neutre mais il est emprunt à priori de méfiance. L'autre est défini comme étant au mieux le rival, au pire l'ennemi.

Il y a là, à mon avis, une forme de négation de la vie, négation de la volonté de vivre et de la volonté de créer, on ne peut pas vivre et créer si on passe son temps à avoir peur de l'autre.

On ne peut pas vivre et créer si le regard que l'on jette sur notre vie quotidienne est un regard que nous avons en permanence vers l'arrière, en se méfiant, en nous disant : qui va nous attaquer par derrière, cet autre là n'est-il pas à priori notre ennemi ? Doit-on se méfier ? Je pense que la situation qui est faite aux étrangers aujourd'hui - y compris aux enfants avec ce que cela peut avoir de rappel subliminal quant à l'histoire de France, à l'histoire de notre pays - est une illustration, qui n'est heureusement pas encore la caricature ultime possible.

Je ne sais pas jusqu'où cela ira. Je sais qu'en même temps - et ça me ramène au début de mon propos - ça dépend de nous, dans notre rapport aux autres et à l'autre, de casser ces processus, et c'est encore, à la fois, une question de liberté- de notre liberté et de celle des autres- et de responsabilité, non pas au sens d'un devoir, mais au sens où, ce qui se passe avec l'autre, avec le regard de l'autre met en cause notre propre liberté et que nous avons la responsabilité de casser ce système.

Sinon, nous survivrons, l'humanité a des ressources inépuisables sur ce terrain. Elle l'a montré, nous survivrons mais mal et, permettez-moi d'avoir cette réflexion égoïste, j'ai envie de vivre heureux.

Questions

Sylvie Blocher : Michel Tubiana, en tant qu'ancien président de la ligue des droits de l'homme, on sait que vous vous battez sur des tas de terrains.

Est-ce que vous pourriez dire, comment ça se passe ces derniers temps . La situation devient de plus en plus dure, il y a quelque chose qui devient de plus en plus – je n'ose pas dire- extrême ou vaguement fascisante, on a l'impression que des choses reviennent, des choses qu'on a pu entendre ou voir à d'autres moments de l'histoire de la France. Comment ça se passe à la ligue ?

Michel Tubiana : Ca se passe bien parce que la ligue tourne, fonctionne. Ca se passe mal parce qu'on est asphyxié, le rapport à l'extérieur devient littéralement asphyxiant pour les gens qui acceptent de s'investir. Les temps ne sont effectivement pas à l'apaisement, on passe son temps à aller chercher des gamins, des étrangers, à rappeler aux institutions de la république qu'elles ont une législation à respecter, des principes à respecter. Il y a donc, une forme d'épuisement doublé d'une forme de colère, une forme d'épuisement parce que c'est épuisant de courir après la liberté de l'autre et de la protéger, une forme de colère parce que nous voyons bien que l'exigence de protection qu'exige le respect de l'Autre progresse presque chaque jour.

Au fond, chaque jour, nous constatons de nouvelles méthodes, de nouveaux empiètements, un nouveau recul en termes de normes, en termes de pratiques, en termes d'actes quotidien. On va chercher 2 gamins en maternelle au Mans pour les mettre dans un commissariat puis pour les

expulser avec leur mère le lendemain matin à 4h et demi. Quand on s'adresse au ministère de l'intérieur, la réponse du cabinet du ministre c'est « mais c'est l'application des accords internationaux ». Nous n'en sommes même plus à nous poser la question selon la vieille formule « quand la loi est mauvaise, il faut changer la loi ». Cet homme qui répond est inatteignable, y compris en terme d'éthique, y compris en terme de réflexe premier qui fait que, quel que soit le texte, aller chercher des enfants en maternelle, alors qu'ils n'ont strictement rien fait, - qu'est ce qu'un enfant peut avoir fait en maternelle ? Encore que, on commence à nous expliquer qu'un enfant en maternelle est déjà potentiellement dangereux, et qu'il va falloir déjà potentiellement s'en occuper. A ce stade-là peu importe le texte, on s'attend à ce que les neurones s'enchaînent de telle manière que le réflexe d'humanité se mette en place de lui-même. La connexion ne se fait plus chez un certain nombre de gens, c'est l'application - Mitterrand disait « la force injuste de la loi » - là c'est jusqu'à la caricature. Sur ce terrain là, ça va mal, parce qu'encore une fois, on s'asphyxie à aider, à lutter, à faire reculer, surtout qu'on ne peut pas passer son temps à faire cela, si en même temps il n'y a pas un courant de pensée, de débats, qui porte une alternative sur ces terrains là au premier rang.

Et ce projet alternatif, c'est notre responsabilité collective au-delà des appartenances. Cela, me semble-t-il fait cruellement défaut.

Il y a autre chose que j'ai envie de dire, c'est une espèce de folie des temps, peut-être à la mesure du vide politique, du vide idéologique, de cette absence de projet, bien évidemment on voit des retours en arrière, mais on voit ce que moi en tout cas je n'ai pas connu il y a 20 ans ou 25 ans et que l'on a vu s'installer peu à peu : la capacité à déformer les mots, à déformer les faits et à ne plus pouvoir débattre parce que les codes ne sont plus communs. Cela va de la caricature la plus politicienne, réduire la fracture sociale ça veut dire je licencie facilement, respecter les libertés ça veut dire je mets des policiers partout. On voit aussi, dans les propos de ceux qui se prétendent intellectuels ou qui sont reconnus comme tels dans le système médiatique que nous connaissons, l'inexactitude, l'approximation au mieux, l'interprétation outrancière et souvent la simple inexactitude factuelle devenir une forme de vérité, devenir argument, et ce au-delà même de la caricature de ce que l'autre pense. C'est la déformation du fait qui devient une espèce d'axiome.

Ce qui m'interroge c'est : Est ce que cette déformation est faite sciemment comme un mensonge assumé et de manière machiavélique ? Je n'en suis pas certain, je pense qu'il y a une forme de dérégulation de la pensée qui fait qu'on va détourner, contredire les faits pour asseoir sa propre thèse, le tout avec plus ou moins de malignité selon les personnes. C'est vrai que ça rend difficile le débat, ça rend difficile le contact avec l'autre, ça rend difficile le « faire commun » au sens de l'agora, du débat, du lien. On ne débat pas avec des personnes qui mentent et le mensonge intellectuel me paraît être une denrée malheureusement assez répandue.

François Daune : J'aimerais revenir sur cette question d'éthique que vous posiez au début de votre intervention, sur la capacité d'un certain nombre de fonctionnaires d'état à renouer avec des habitudes qui ont été celles de la police de Vichy, avec cette capacité de ne jamais se poser les questions fondamentales de leurs agissements et aussi d'être dans l'ignorance de l'histoire. Comment aujourd'hui penser cela ? Comment aujourd'hui penser pour lier ce que vous dites sur ces postures intellectuelles autoproclamées parfois qui sont celles des médias et la façon dont elles se décalent totalement d'une éthique minimum pour reprendre la phrase de Lévinas qui est en exergue de votre exposé ?

MT : je crois que, sur un terrain très opératif, si ces manquements à l'éthique existent et nous rappellent à une histoire, je persiste à penser qu'on peut s'en rappeler de manière subliminale parce qu'au fond les hommes ne sont jamais responsables que de leurs actes, leurs opinions sont à la limite quelque chose qui leur échappe, leurs actes jamais au delà du pathologique, naturellement. On peut me semble-t-il dériver légitimement et librement quant à ses opinions y compris jusqu'à l'erreur, y compris jusqu'à l'outrance. On ne peut pas le faire au niveau des actes, en tout cas pas avec la même légitimité. C'est pourquoi il paraît difficile d'avoir un rapport constant à l'histoire, notamment à Vichy sur ce terrain. J'emploierais pour la deuxième fois le terme de message subliminal à cet égard parce que l'objectif n'est pas la destruction, l'objectif est de maintenir ou de croire que l'on peut maintenir de cette manière un certain carré privilégié par tous les moyens y compris les plus détestables. L'objectif en soi n'est pas la destruction, la volonté de détruire. Le mécanisme de pensée et notamment cette manière de nier la dimension éthique, en tout cas de la réfuter, de casser ces connections qu'elle autorise – n'ont pas le même résultat et surtout pas la même finalité. Voici pourquoi, je pense que ces comparaisons là ont des limites. Paradoxalement, pour un homme qui a toujours plutôt été du côté des voleurs que des gendarmes, je dirais presque que la seule chose qui puisse faire un peu pression sur les personnes qui agissent ainsi, c'est leur rappeler qu'il y a toujours un gendarme au bout du chemin, qu'un jour ou l'autre ils doivent rendre des comptes et qu'ils doivent s'en souvenir, qu'ils doivent savoir qu'il y a des gens qui seront là, même vingt ans après pour leur demander de rendre des comptes. Je vais raconter brièvement une anecdote : il y a une quinzaine d'années, je m'étais entretenu avec un sous-préfet dans l'est de la France qui voulait reconduire en Turquie deux kurdes. A l'époque, c'était, en Turquie, une situation bien pire qu'aujourd'hui, ce brave imbécile me disait « est-ce que vous êtes sûrs qu'ils sont kurdes ? » je disais « ben oui, ils sont kurdes, les noms sont des noms kurdes, ils sont nés dans le Kurdistan turc etc.. » il me dit, « je vais réfléchir ». En fait il avait déjà réexpédié les deux personnes. Je l'avais eu très très mauvaise. Deux ans plus tard, j'apprends que ce sous-préfet avait été muté dans le nord de la Nouvelle Calédonie. A l'époque j'y allais très souvent car j'étais un des avocats des canaques qui s'étaient révoltés. Au cours d'une discussion, on me dit « Le sous préfet qui est là haut, c'est un incompetent notoire, il ne fait rien

avancer...» Je demande le nom et j'apprends que c'est le même personnage qui avait sévi dans l'est de la France. Je fais passer le message à mes amis canaques et j'ai eu le retour après. Imaginez la tête qu'il a fait, lorsque, quelque part au fond de la brousse à 20000km de Paris, quelqu'un lui a dit qu'il était beaucoup plus efficace pour renvoyer des malheureux kurdes en Turquie que pour traiter des problèmes locaux. Il ne risquait rien , n'allait pas être sanctionné mais il en est resté traumatisé, paraît-il un certain temps. L'exemple, évidemment, a toutes les limites du monde mais je pense que ces gens ont besoin de se voir rappeler qu'il y a des sanctions et qu'il y aura des demandes de compte non pas de vengeance mais de comptes par rapport à leur violation de l'éthique.

Ce n'est qu'une petite chose par rapport à ce que j'ai dit tout à l'heure : notre responsabilité par rapport à l'autre et par rapport à nous même sur ce terrain. Si aujourd'hui, ceux-là se sentent autorisés à faire reculer l'éthique, la norme, c'est parce que nous ne sommes pas capables de leur opposer une autre forme de responsabilité, une autre forme d'avenir. Ca c'est notre responsabilité.

SB : Vous dites : il y a une sorte de direction de pensée pour asseoir des thèses ? Moi, je trouve les mécanismes assez compliqués, comme ça vu de l'extérieur, on a l'impression que tout le monde tend vers le même sens –je ne suis pas quelqu'un qui pense qu'il y a un grand complot- vers une position strictement économique. Effectivement il n'y a plus de débat, mais est-ce que vous n'avez pas l'impression que cette chose ne vient pas seulement de la chute des utopies mais aussi du fait que personne n'ait jamais pensé le monde en dehors des religions ? J'en reviens à Lévinas, Lévinas était quand même quelqu'un qui en fin de compte était quelqu'un de religieux.

MT : Sur le dernier constat, je ne peux être que d'accord, d'abord je ne suis pas un spécialiste de Lévinas, je l'ai pris comme point d'accroche, je ne me sens pas capable d'en parler . Sur le reste, il y a deux dimensions : il y a le postulat de départ que vous avez fait, je ne le partage pas, je ne pense pas que l'on puisse résumer la question à un simple fatum économique par rapport à un mode de pensée économique ou autre, La preuve en est que, dans les gens que je n'ai pas nommé, -le spectre que j'évoquais- ,vous avez de tout, vous avez des néo-libéraux endurcis , des étatistes souverainistes, etc et donc, des gens qui vont avoir affaire aux mêmes ressorts, utiliser les mêmes ressorts sur des primats idéologiques qui sont différents. Ce qui me paraît les relier, c'est à la fois une peur, une peur face à un avenir qu'ils ne comprennent pas, incertain, qui bouleverse leur mode de pensée mais aussi à une incapacité de penser autrement que par référence au passé. Le lien entre un souverainiste républicain national et un néo libéral c'est le passé, c'est l'incapacité à penser l'avenir, par évidence leurs modes de pensée sont des modes de pensées anciens- le marché c'est quand même pas neuf- la question de la nation et de la république s'articule depuis une éternité. C'est plutôt le réflexe de peur , je ne vais pas faire comme Jean Paul II et dire « n'ayez pas peur » mais quelque part ce n'est pas faux .

SB : L'incapacité de penser l'avenir, je suis d'accord, vient de la peur mais j'ai aussi l'impression qu'il y a l'expertise. Tout le monde est dans une forme très réduite de la pensée. Comme on pratique très peu la transversalité, les gens sont sur une expertise immédiate d'un problème qu'ils connaissent et, on a du mal à sortir de cette expertise là. Je vous donne un exemple qu'on a eu récemment : dans le cadre des beaux-arts, on fait des invitations qui s'appellent « minimum2 » deux personnes qui n'ont pas le même avis. La semaine dernière le thème du débat était « quel corps voulons-nous ? ». On avait Sabine Prokhoris et Bernard Andrieu qui est un universitaire qui a écrit un dictionnaire spécialisé sur le corps et finalement, on avait 2 blocs dont on peut dire qu'on aime plus l'un ou l'autre, peu importe, deux blocs qui, à aucun moment, n'ont pu se parler. Bernard Andrieu fait une sorte d'état des lieux de ce qui se passe autour du clonage, des manipulations génétiques, de tout ce qui se passe en ce moment autour des transformations du corps. Il en parle comme un corps-machine, jamais il n'utilise le mot d'éthique, il utilise toujours le mot d'individualité. De l'autre côté S. Prokhoris, elle, utilise toujours le mot de singularité et développe tout ce que le corps a de complexe mais jamais, elle n'a voulu entrer sur la question de ces manipulations et de ce qu'on est en train de faire du corps. Sur la question du corps, il n'y a aucun débat : c'est aussi une question très importante pour la question de l'autre, les odeurs etc... Ces sujets ne sont pas débattus ce n'est pas seulement parce qu'il y a de la peur, c'est aussi parce qu'on ne peut plus sortir de l'expertise.

MT : Je ne sais pas si ça peut-être résolu en terme d'expertise ou en terme de : on ne sait pas penser le complexe. On ne sait pas penser de telle manière que l'on va intégrer des données différentes. L'expertise c'est aussi une forme de protection qui n'intègre pas les autres formes de pensée. Moi j'aurais plutôt tendance à dire que c'est notre incapacité à penser le complexe qui provoque ce refuge dans une morcellisation de la pensée pour un certain nombre d'entre eux.

Quant à savoir, s'il n'y a que les religions qui ont pensé le monde, je ne suis pas convaincu. Je n'ai pas un amour particulier à l'égard des religions même plutôt un sentiment un peu répulsif par conséquent ça me gêne beaucoup de penser que la rationalité n'ait pas pu penser le monde et de leur laisser ce terrain là.

Je reviens en arrière : il y a aussi une autre forme de dictature contemporaine qui est la dictature du vécu, qui tend à la dictature du ressenti. On voit émerger dans les débats le vécu qui n'est plus le témoignage qui permet de partir du particulier pour aller vers le général, mais pour l'affirmation d'un ressenti individuel qui s'imposerait comme une loi individuelle que chacun n'aurait pas le droit de contester.

Pour en revenir aux religions, je pense qu'il y a eu une autre manière de penser le monde, chez les matérialistes par exemple, Je pense, en revanche que ce qui fera définitivement la force des religions par rapport à l'athée ou l'agnostique que je suis, c'est l'existence d'un autre monde. La différence

entre la pensée de ce monde et une pensée religieuse c'est que la religion nous offre deux mondes : celui que nous vivons et celui que nous rêvons ou que nous cauchemaurdons (enfer ou paradis) . C'est un argument de vente imparable, incontournable, dans la mesure où il permet d'éviter un certain nombre de peurs. Avec le temps- en tout cas avec l'âge en ce qui me concerne- le paradoxe devient un peu plus compliqué, c'est que si cela a été radicalement vrai jusque grosso modo le 19eme siècle, force est de constater que depuis, beaucoup ont trouvé dans cette vision du monde, du double monde, la force de construire un monde profane. Ce qui rejoint ce que vous dites, chose à laquelle moi-même je peux adhérer c'est à dire retrouver dans ces mécanismes de pensée la force de nous rejoindre sur le débat commun de l'humanité.

SB : Il me semble -peut-être parce que je suis artiste- que l'on peut tout à fait inventer un autre monde et qu'il n'a pas besoin d'être religieux, comme la spiritualité n'a pas besoin d'être conformée à une religion. Ce sont des endroits du débat qui sont difficiles à toucher comme si c'était réservé à d'autres

MT : Si vous vous souvenez de la conclusion que j'avais pu faire à l'université d'automne, compte tenu de son thème autour de l'art et de la liberté de création, le seul point commun qui fonde la césure avec une vision religieuse des choses, c'est fondamentalement le caractère gratuit de l'art. Dans une vision religieuse des choses, il y a toujours cette perspective d'un autre monde et là il y a le fait de créer en tant qu'acte gratuit, peu importe qu'il soit récupéré en terme marchand.

Fondamentalement, il y a d'abord la volonté de faire indépendamment d'une autre contrainte que de celui de le faire pour soi et de le projeter pour les autres. Il y a une dimension de gratuité qui me paraît être la seule dimension révolutionnaire qui reste sur cette terre.

SB : Ca me plaît beaucoup et ça donne du courage. Puisqu'en fait la question dans cet espace au bout de 6 semaines, avec tous les gens qui passent, philosophe, avocat président de la ligue des droits de l'homme, artistes, citoyens, politiciens, c'est « comment sortir du bureau des plaintes », comment oser dire à voix haute ce qu'on aimerait voir changer. Parler de gratuité, j'ai l'impression que ça me construit, je vais repartir avec quelque chose dans mon baluchon, finalement c'est de ça que l'on a besoin . Je suis assez étonnée que depuis 6 semaines des gens viennent, on dit qu'il n'y a plus d'endroits de débats. Pourquoi il n'y a plus d'endroits de débats ? Parce que les médias décrètent que tout se doit dire par communication.

MT : C'est très juste, le débat, ce n'est pas la communication et ça me permet de tordre le coup à ceux qui pensent qu'on peut faire de la démocratie ou du débat par internet. Internet est un moyen de communication fantastique, précieux, y compris quand il y a des dictatures,

mais ce n'est jamais qu'un moyen de communication et c'est bien le mal du temps que de confondre le débat et le lieu de débat. Le débat et le vecteur du débat, comme si l'émission de télévision était le débat, comme si la forme remplaçait le fond de ce débat. C'est une des pesanteurs que nous avons et que nous devons faire éclater. Je pense qu'on a besoin de recréer des agoras, physiquement, un lieu de débat.

SB : Bernard Stiegler dit quelque chose de très bien par rapport à la télévision : quand un téléspectateur regarde l'écran , il est dans l'état dans lequel se trouve des millions de téléspectateurs, et qu'en fait il devient un corps unique et un corps unique ou un corps fusionnel ne pense pas.

MT : (en rigolant) ça ne me plaît pas ; penser que je suis dans le corps de tout le monde, c'est une idée que je refuse...